

| | | | | | |
|-----------|----------|---------|---------|---------|------------|
| ACTUALITÉ | RELIGION | CULTURE | FAMILLE | ETHIQUE | SOLIDARITÉ |
|-----------|----------|---------|---------|---------|------------|

France | Europe | Monde | Economie & Entreprises | Sport

 Vidéos  Blogs  Rss

Actualité > Monde 

La liberté d'informer se paie cher

A l'occasion de la journée de la liberté de la presse, Reporters sans frontières publie un rapport et un sondage sur les dangers qui guettent les journalistes

Pour la Journée internationale de la liberté de la presse qui se tient mardi 3 mai, Reporters sans frontières a commandé un sondage (1) où il apparaît que 86% des Français ont une bonne opinion du métier de journaliste. Conscients du danger encouru dans certains cas, 59% des sondés estiment que les journalistes ne doivent pas se rendre en Irak.

Même s'il est vrai que ce pays s'est révélé le plus dangereux en 2004 (19 morts), quasiment pas un jour ne passe sans que, dans le monde, un journaliste soit menacé, emprisonné ou même tué, pour avoir voulu exercer sa profession en toute liberté. Prenons quelques faits parmi les plus récents : jeudi dernier, 22 h 30, Sivaram Dharmeratnam, un Tamoul sri-lankais âgé de 46 ans est enlevé par des inconnus. La police a retrouvé son corps criblé de balles dans une banlieue de Colombo. Il était un membre influent du comité de rédaction du site Internet tamilnet.com, proche des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), mouvement séparatiste.

En Biélorussie, deux journalistes russes, Alexeï Ametov, de l'hebdomadaire *Rossisky Newsweek*, et Mikhaïl Romanov, du quotidien *Moskovsky Komsomolets*, ont été arrêtés le 26 avril à Minsk, alors qu'ils couvraient une manifestation organisée par l'opposition. Ils ont été condamnés le lendemain à huit et dix jours de prison, simplement parce qu'ils ne possédaient pas d'accréditation émanant du ministère des affaires étrangères biélorusse.

Une «bonne» nouvelle enfin, venant de Chine cette fois. Jeudi 28 avril, Chen Yanbin, un journaliste chinois qui codirigeait la revue dissidente *Tieliu*, a été libéré après quatorze ans et sept mois de prison. Il avait été condamné en mars 1991 à quinze ans de prison, ainsi que son collègue Zhang Yafei, pour «incitation à la rébellion» et «diffusion de propagande contre-révolutionnaire». Chen Yanbin reste privé de droits civiques et politiques pendant quatre ans encore.

EN 2004, 53 JOURNALISTES ONT ÉTÉ TUÉS

Comme chaque année, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, le rapport de Reporters sans frontières (RSF) fait un état de la situation : en 2004, 53 journalistes ont été tués et 107 étaient toujours emprisonnés au 1er janvier 2005.

En l'occurrence, la Chine détient le record avec 27 journalistes emprisonnés, juste devant Cuba, qui en retient 22 dans ses geôles. Au Bangladesh en 2004, quatre journalistes ont payé de leur vie le droit à l'information. Et dans ce pays, on compte un journaliste agressé tous les deux jours. Le ministre de l'intérieur bengali, Lutfoz zaman Babor est d'ailleurs épinglé par RSF comme l'un des 34 «prédateurs» de la liberté d'informer dans le

LES DERNIÈRES INFOS

13h49 Affaire Tapie: Raffarin dénonce "une campagne orchestrée" contre Sa... **AFP**

Sur cette liste noire qui recouvre une trentaine de pays, on trouve essentiellement des chefs d'État. C'est le cas du président de la République de Gambie, Yahya Jammeh, très hostile vis-à-vis de la presse indépendante, et ultra-répressif en matière de «délits de presse». Ce climat de défiance n'est sans doute pas étranger à l'assassinat, le 16 décembre 2004, de Deyda Hydera, directeur du journal *The Point* et correspondant de l'AFP et de RSF.

L'AFRIQUE "UN CONTINENT DE DEUIL ET D'ESPOIR"

Pour l'association fondée par Robert Ménard, l'Afrique demeure «un continent de deuil et d'espoir» où la censure et l'intimidation sont encore largement utilisées par les gouvernements. Parmi les pays classés en rouge se trouve l'Érythrée où 14 journalistes croupissent derrière les barreaux depuis 2001, sans procès, et où aucun correspondant étranger ne s'est aventuré depuis. Au Rwanda, Umuseso, la seule publication critique, ne cesse d'être attaquée en justice par l'État, et ses journalistes malmenés par les agents du régime. Au Soudan, la censure est permanente, et les journalistes d'opposition font de fréquents séjours en prison.

Le continent américain n'est pas épargné avec 12 journalistes tués en 2004, dont trois au Mexique, ce qui n'était pas arrivé depuis 1997. Tous trois sont morts «sous les balles des puissants cartels de la drogue qui contrôlent le trafic à la frontière avec les États-Unis», affirme le rapport de RSF.

En Asie, où les radios sont plébiscitées par les populations, la censure est difficile à imposer pour les régimes autoritaires. C'est pourquoi, en Corée du Nord par exemple, ceux qui écoutent des radios étrangères risquent la prison. Au Népal cette fois, les journalistes sont pris dans le feu croisé des rebelles maoïstes et des forces gouvernementales. En 2004, plus de 400 d'entre eux ont été interpellés ou incarcérés par l'armée, et plus d'une trentaine ont été harcelés par les maoïstes, qui ont même égorgé l'un d'entre eux.

Enfin dans les pays de l'ancienne Union soviétique, notamment en Asie centrale, les rares journalistes indépendants font l'objet de pression. En Ouzbékistan, les autorités n'hésitent pas à faire taire les dissidents en les faisant incarcérer pour affaires de mœurs. Ainsi Ruslan Sharipov,

journaliste indépendant et défenseur des droits de l'homme, s'est vu accorder l'asile politique aux États-Unis fin octobre après avoir fui son pays où il avait été condamné à quatre ans de prison pour homosexualité.

Catherine REBUFFEL

(1) Sondage réalisé les 26 et 27 avril sur un échantillon national représentatif de 1.000 personnes.

UNE MAISON QUI ACCUEILLE LES JOURNALISTES PERSÉCUTÉS DANS LEUR PAYS

L'idée d'offrir un lieu d'accueil aux journalistes réfugiés en France a germé dans la tête d'une journaliste de France Info, Danièle Ohayon et de Philippe Spinau, réalisateur, en 2002. Depuis décembre 2003, cette «Maison des journalistes» permet à une quinzaine de personnes, en attente du statut de réfugié politique, d'avoir un toit pendant six mois et de ne pas se déconnecter du monde de l'information. Elle est parrainée par de nombreux médias, dont Bayard, éditeur de *La Croix*.